



3 mai 2012

## INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE ACCRUE DES ÉTATS-UNIS : QUELLES IMPLICATIONS POUR LE CANADA ?

### Faits saillants

- À mesure que les États-Unis augmentent leur production pétrolière et gazière et réduisent leurs importations, la possibilité que le pays atteigne l'indépendance énergétique dans les prochaines décennies retient de plus en plus l'attention.
- Selon le scénario de référence du gouvernement américain, les États-Unis réduiraient leur dépendance aux sources d'énergie étrangères d'ici 2035, mais auraient néanmoins toujours besoin d'importer des quantités importantes de pétrole. Si les États-Unis comptaient de moins en moins sur l'importation de pétrole et de gaz, le Canada en subirait des conséquences très nettes, puisque le pétrole et le gaz canadiens sont pratiquement entièrement exportés vers les États-Unis à l'heure actuelle.
- Heureusement pour le Canada, le scénario de référence des États-Unis prévoit que, grâce à la proximité géographique et à l'infrastructure de pipelines du Canada, les importations de pétrole brut canadien poursuivront leur croissance, et donc que le Canada accapatera une part plus importante d'un plus petit gâteau. Toutefois, l'importance croissante du gaz de schiste aux États-Unis aura pour résultat une réduction des importations de gaz naturel en provenance du Canada.
- Il faut noter que ces scénarios comportent leur lot d'incertitude, comme en témoignent des prévisions divergentes du secteur privé. Il est en effet fort possible que des avancées technologiques imprévues ou des modifications apportées aux politiques aient une incidence majeure sur l'équilibre entre l'offre et la demande en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel.
- Qu'on adhère à une vision ou à une autre, il reste toutefois que le fossé s'agrandit entre les quantités de pétrole et de gaz canadiens qui pourront être exportées, et la demande américaine, selon les prévisions. Cette situation illustre l'importance pour le Canada d'avoir accès à d'autres marchés que les États-Unis pour ses exportations de pétrole et de gaz afin que ce secteur puisse réaliser pleinement son potentiel de croissance.

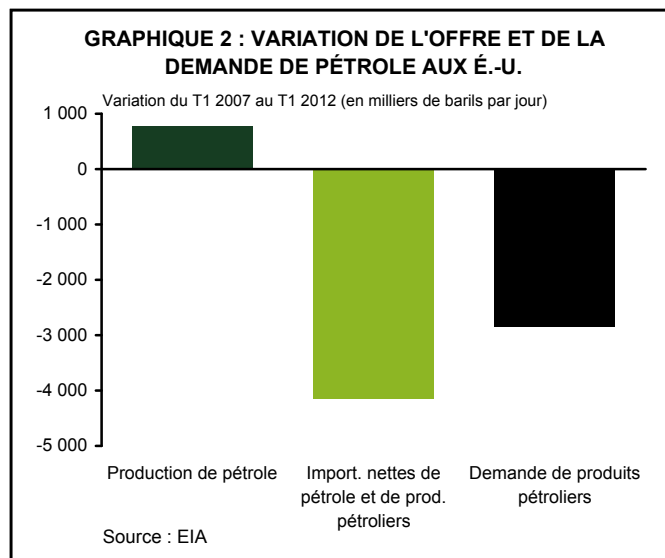
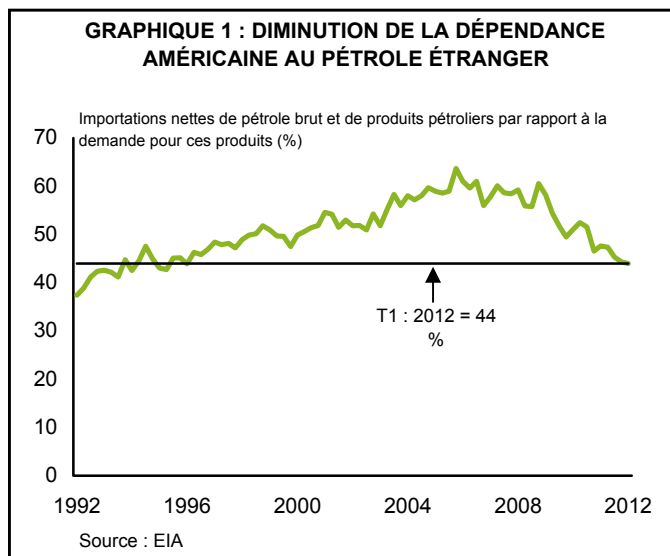
Plusieurs études et reportages diffusés dans des médias prestigieux récemment suggèrent que l'augmentation de la production américaine pétrolière et gazière et la diminution de la demande pourraient mener à l'« indépendance énergétique » des États-Unis au cours des prochaines décennies. Ces prévisions audacieuses ont même poussé certains chroniqueurs à affirmer que les États-Unis seraient en mesure de se passer du pétrole canadien. Quoiqu'il en soit, si on écarte les prédictions les plus hardies, les perspectives plus conservatrices du gouvernement montrent que les États-Unis auront besoin d'importer moins d'énergie dans les années à venir. Compte tenu du fait que les États-Unis sont pratiquement le seul pays vers lequel le Canada exporte sa production pétrolière et gazière actuellement, il est évident que cette situation aura des répercussions sur ce secteur au pays.

## Pourquoi parle-t-on tant de l'indépendance énergétique?

L'indépendance énergétique est une préoccupation constante en matière de politique étrangère aux États-Unis depuis l'embargo pétrolier du début des années 1970; chaque président américain, depuis Nixon, a adopté une politique visant cet objectif. Selon les décideurs, l'indépendance énergétique ferait en sorte que l'économie américaine ne serait pas menacée par un événement outre-mer qui interromprait l'approvisionnement en énergie. Puisque le pétrole brut et les produits pétroliers comptent pour 90 % des importations d'énergie, l'« indépendance énergétique » signifie concrètement l'autonomie pétrolière; pouvoir de passer de pétrole importé constitue donc l'épreuve la plus difficile pour atteindre l'objectif. Même si le marché américain devenait autosuffisant sur le plan du pétrole, il ne serait pas immunisé contre les répercussions économiques découlant d'une hausse importante du prix du pétrole causée par une perturbation à l'étranger. Néanmoins, comme c'est le cas pour les exportateurs de pétrole tels que le Canada, une plus grande part des profits réalisés en raison du prix élevé du pétrole demeurerait dans l'économie du pays, ce qui contribuerait à amortir le choc.

### Situation énergétique actuelle des États-Unis

Les États-Unis importent actuellement 22 % de l'énergie qu'ils consomment, ce qui représente d'emblée une réduction de la dépendance aux sources d'énergie étrangère, si on considère le sommet de 27 % déjà atteint. Cette réduction a été réalisée grâce à une combinaison de facteurs : l'augmentation de la production nationale de pétrole brut



et de gaz naturel, la baisse de la demande en raison de normes d'efficacité énergétique plus élevées, l'utilisation accrue de l'éthanol dans l'essence et l'augmentation des prix, qui a entraîné des changements dans les habitudes de consommation.

Présentement, le charbon constitue la principale source d'énergie produite au pays, et les États-Unis en sont déjà un exportateur net. La production de gaz de schiste, en plein essor, a permis aux États-Unis de dépasser la Russie pour devenir le premier producteur de gaz sec, mais les États-Unis continuent d'en importer à hauteur de 14 % de leur consommation (dont 90 % en provenance du Canada). Les importations américaines de gaz naturel sont en baisse de 25 % par rapport à 2007, et celles en provenance du Canada en particulier ont chuté de 18 % au cours de la même période.

L'exploit le plus impressionnant dans le processus visant à réduire la dépendance des États-Unis à l'énergie étrangère est peut-être la chute de 30 % des importations nettes de pétrole et de produits pétroliers depuis le sommet atteint en 2005. La part importée de la consommation de pétrole et de produits pétroliers est passée depuis de 64 % à 44 % au premier trimestre de l'année en cours, soit le plus bas niveau depuis 1996 (voir le graphique 1). Le principal facteur de cette tendance a été la demande moindre pour les produits pétroliers aux États-Unis, qui a connu une diminution de 13 % depuis le sommet atteint au premier trimestre de 2007. La croissance de la production intérieure de pétrole brut (hausse de 15 % au cours de la même période) a également joué un rôle, mais a eu une incidence moindre sur la diminution des importations (0,8 million de barils par jour), étant donné que le niveau de départ était beaucoup moins élevé (voir le graphique 2).

Malgré tout, le Canada a exporté davantage de pétrole brut et de produits pétroliers vers les États-Unis au cours des dernières années, à contre-courant de la baisse des importations américaines. Le Canada a donc augmenté sa part relative des importations américaines de quelque 25 % et fait maintenant figure de principal fournisseur individuel de pétrole aux États-Unis (l'OPEP dans son ensemble continue d'en fournir 40 %).

La diminution de la demande de produits pétroliers comme l'essence a mené à un changement historique : les États-Unis sont devenus des exportateurs nets de produits raffinés du pétrole. La presse en a fait grand cas, mais il est bon de nuancer le propos. Les États-Unis ont exporté 530 000 barils de produits raffinés par jour l'an dernier, soit à peine 3 % de la production totale des raffineries américaines, et seulement 40 % du pétrole brut servant à approvisionner les raffineries est produit aux États-Unis.

### Prévisions de référence quant au bilan énergétique des États-Unis

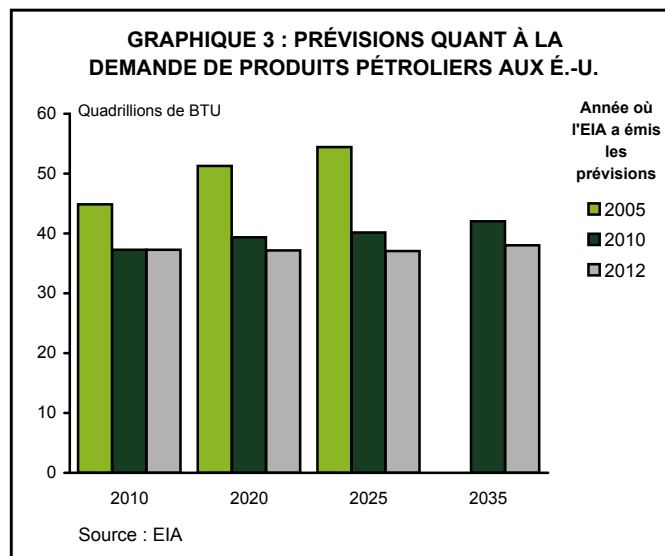
Plusieurs perspectives quant à la production et à la consommation énergétique des États-Unis émanent des gouvernements, du secteur privé et de groupes sectoriels, qui en viennent à des conclusions variées au sujet du degré d'indépendance énergétique qu'atteindra le pays au cours des vingt prochaines années. L'Energy Information Administration (EIA) est une agence gouvernementale américaine impartiale qui recueille et publie des données relatives à l'énergie aux États-Unis; ses projections s'étendent jusqu'à 2035 et nous serviront de « scénario de référence ».

Comme nous l'avons mentionné ci-haut, l'essor du gaz de schiste a déjà changé la donne pour le marché nord-américain du gaz naturel. L'EIA s'attend à ce que la croissance de la production de gaz naturel soit quatre fois supérieure à celle du pétrole d'ici 2035 (en énergie équivalente). Elle prévoit également que les États-Unis commenceront à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) en 2016 et seront des exportateurs nets de gaz naturel d'ici 2021.

En ce qui concerne l'indépendance énergétique des États-Unis, l'obstacle le plus imposant est certainement le fait que le pays importe près de 9 millions de barils de pétrole brut par jour. Récemment, un boom de la production intérieure d'huile de schiste ou de pétrole léger a fait grand bruit dans la presse, et d'aucuns soulignent qu'il s'agit de la clé pour que les États-Unis se défassent de leur dépendance au pétrole importé. Il est vrai qu'après avoir connu un déclin constant depuis 1986, la production intérieure de pétrole est

de nouveau en hausse. Ce revirement est dû à des avancées relatives à la production d'huile de schiste dans des zones pétrolières telles que Bakken, dans le Dakota du Nord, et Eagle Ford, au Texas, rendues possibles par une combinaison de techniques qui ont déjà eu une incidence majeure sur la production de gaz de schiste. La fracturation hydraulique et le forage horizontal permettent de libérer du pétrole auparavant emprisonné dans le schiste et sont rentables grâce aux prix élevés du pétrole, ce qui entraîne un boom pétrolier dans certains coins du pays. L'EIA prévoit que la production de pétrole léger pourrait atteindre 1,3 million de barils par jour d'ici 2030, soit plus du double du niveau de 2011. L'EIA s'attend à ce que le pétrole léger contribue à la croissance de la production intérieure de pétrole brut jusqu'à 6,7 millions de barils par jour d'ici 2020 (par rapport à 5,5 millions de barils par jours en 2010), avant que celle-ci ne redescende légèrement, à 6,1 millions de barils par jour en 2035.

Par ailleurs, l'EIA s'attend à ce que les États-Unis demeurent des exportateurs nets de produits raffinés au cours de la période visée, mais ne prévoit pas de réelle croissance des exportations nettes. Ce n'est pas surprenant : étant donné les fermetures de raffineries prévues dans le nord-est des États-Unis cette année, la croissance des exportations de produits raffinés ne peut pas réellement dépasser l'augmentation de la quantité disponible pour l'exportation due à la diminution de la consommation intérieure. Selon le scénario de base de l'EIA, les États-Unis auraient toujours besoin de satisfaire 36 % de leurs besoins de combustible liquide par l'intermédiaire d'importations. Il s'agit d'une amélioration importante par rapport au niveau de 60 %



atteint récemment, en 2005, dans un contexte où le poids relatif de l'énergie dans l'économie américaine continue de baisser. Toutefois, on est encore loin de l'indépendance énergétique.

### Risques d'amélioration ou de détérioration par rapport aux perspectives du scénario de base

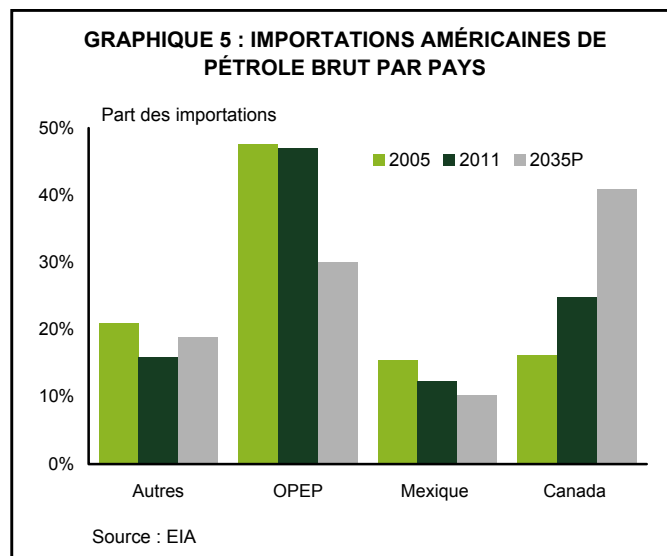
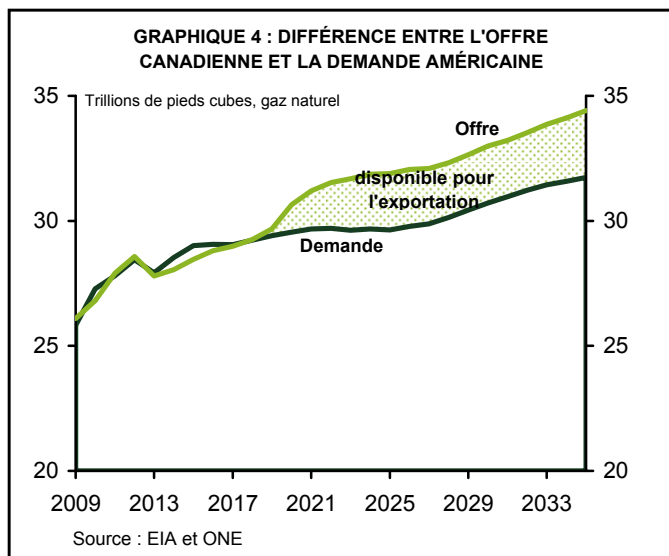
Toute prévision implique des incertitudes, et les prévisions de l'EIA n'échappent pas à la règle, d'autant plus qu'elles ne tiennent compte d'aucun changement dans les politiques. Cela signifie, sur le plan de l'offre, qu'elles ne prennent en compte aucune modification future à la réglementation relative à la fracturation hydraulique (l'État de New York, par exemple, établira une nouvelle réglementation quant à la fracturation au cours des prochains mois). D'autre part, sur le plan de la demande, le scénario de référence de l'EIA prévoit que le charbon demeurera la principale source de production d'électricité en 2035, bien que sa part passerait de 45 % à 39 %. Si des politiques visaient à réduire de manière plus agressive la production d'électricité au moyen du charbon pour faire davantage de place au gaz naturel, l'incidence serait grande sur la partie de l'équation liée à la demande.

N'oublions pas que les États-Unis, même autonomes sur le plan du pétrole, ne seraient pas à l'abri d'un ralentissement économique causé par une hausse importante des prix du pétrole, tant et aussi longtemps qu'ils en consomment. Toute nouvelle politique qui réduirait la demande de pétrole des États-Unis, par exemple une tarification des émissions de carbone ou une réglementation plus sévère en matière d'émissions, ferait pencher la balance du côté de l'autonomie pétrolière. Il suffit de voir comment les prévisions de con-

sommation à long terme ont changé pour comprendre que la demande peut nous réserver des surprises (voir le graphique 3). Les prévisions actuelles pour la consommation de produits pétroliers en 2025 sont maintenant inférieures de 30 % à celles énoncées en 2005.

Ainsi, dans quelle mesure la consommation devrait-elle être réduite pour que l'indépendance sur le plan du pétrole devienne réalité selon le scénario de base de l'EIA? Les projections de l'EIA montrent que les États-Unis continueraient d'importer 4,4 millions de barils par jour (sans compter les importations provenant du Canada) en 2035. Si on pouvait, d'un coup de baguette magique, créer suffisamment de pipelines pour transporter vers les États-Unis tout le pétrole brut disponible pour exportation à la suite d'une croissance potentielle maximale selon l'Office national de l'énergie (ONE) du Canada, il manquerait toujours aux États-Unis 2,4 millions de barils par jour pour suffire à la demande projetée. Pour éliminer ce déficit, une réduction additionnelle de 14 % de la consommation de produits pétroliers aux États-Unis serait nécessaire, en plus de la baisse de 13 % qui est déjà survenue entre 2007 et 2012.

Une telle réduction pourrait être plus difficile à concrétiser qu'on le croirait; en effet, au cours des années 2007 à 2012, le monde a connu une récession majeure, et le scénario de base de l'EIA compte déjà sur des améliorations continues quant à l'intensité énergétique de l'économie américaine et sur une réduction de la consommation d'énergie par habitant. Toutefois, nous ne pouvons dire avec précision comment certaines tendances évolueront à long terme, notamment en ce qui a trait au vieillissement de la population, à l'intérêt déclinant des jeunes pour la conduite automobile ou à la



densification des zones urbaines. Il est possible que ces tendances contribuent à rendre la demande de pétrole moins élevée que ce qui était prévu. Tout type de tarification des émissions de carbone changerait également la donne en ce qui concerne la demande de produits pétroliers.

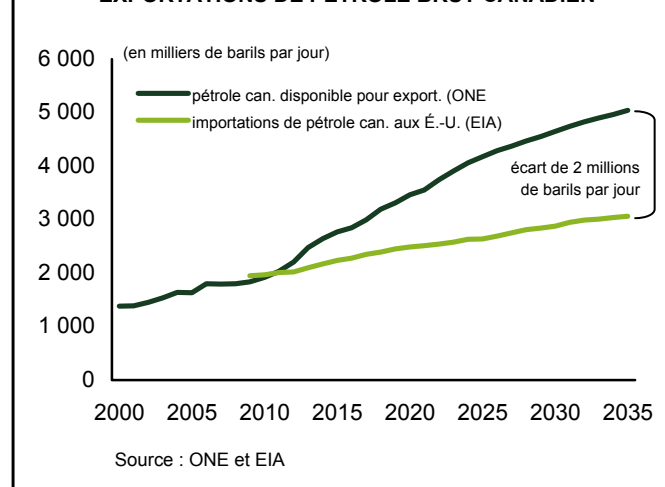
Les considérations quant à l'offre sont tout aussi imprévisibles. Il est difficile de prévoir les innovations technologiques qui permettraient d'extraire plus de pétrole, ou de savoir quelles sources de pétrole ou de gaz auparavant inaccessibles pourraient désormais être exploitées. Les prévisions plus ambitieuses du secteur privé diffèrent essentiellement parce qu'elles tiennent compte de ces avancées et de ces nouvelles exploitations potentielles. Par exemple, l'EIA s'attend à ce que la production de pétrole léger atteigne 1,3 million de barils par jour, une prévision conservatrice si on la compare aux projections du secteur privé, qui vont de 2 à 3 millions de barils par jour. Si une production accrue de pétrole léger suffit à déstabiliser la balance commerciale en matière de pétrole, elle ne réussira pas à enrayer complètement les échanges, même selon les prévisions les plus agressives du secteur privé. Qui plus est, le National Petroleum Council (NPC) estime qu'on pourrait extraire de 10 à 20 milliards de barils (l'EIA parle de ressources techniquement extractibles de 24 milliards de barils), ce qui semble beaucoup, jusqu'à ce qu'on compare cette quantité avec les 150 à 310 milliards de barils qui pourraient être extraits des sables bitumineux du Canada.

Selon le scénario du NPC qui tient compte du potentiel le plus élevé, résultat d'un environnement de production de pétrole sans contraintes (le NPC ne s'attend toutefois pas à ce que ce scénario se concrétise) au Canada et aux États-Unis, la croissance serait assez soutenue pour répondre aux besoins actuels des États-Unis en matière d'importation de pétrole. Ce scénario comprend une production de 6 millions de barils par jour issus des sables bitumineux canadiens. En fin de compte, les États-Unis n'atteindraient pas l'autonomie pétrolière sans la production canadienne, même en considérant les prévisions de croissance les plus audacieuses.

#### **Une part plus importante d'un plus petit gâteau : incidence sur le secteur pétrolier et gazier au Canada**

On ne peut savoir où la réalité se situera dans la fourchette de prévisions quant à la production pétrolière et gazière aux États-Unis, mais on peut s'attendre à ce que les Américains aient besoin d'importer moins de pétrole et de gaz. Qu'arrivera-t-il au Canada, le plus important fournisseur des États-Unis? Cette question est importante pour l'ensemble de l'économie canadienne, compte tenu de

**GRAPHIQUE 6 : PERSPECTIVES DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE BRUT CANADIEN**



l'ascendance du secteur pétrolier et gazier dans les dernières années. Ce secteur compte pour 3 % du PIB par industrie, mais joue dans la cour des grands en ce qui a trait à son incidence économique. Les exportations de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers ont constitué 22 % de toutes les exportations en 2011, et les industries gazière et pétrolière ont généré plus de 20 % des investissements privés projetés cette année, et près de la moitié de la croissance des investissements projetés par rapport à 2011.

Le Canada et les États-Unis sont pratiquement déjà autonomes en ce qui a trait au gaz naturel, et le scénario de référence de l'EIA comprend une réduction de 62 % (ou environ 2 billions de pieds cubes) du volume de gaz naturel importé du Canada d'ici 2035. Cette prévision peut sembler alarmante de prime abord, mais il ne faut pas oublier que la production canadienne est déjà en déclin et que l'ONE prévoit que la croissance de la demande intérieure sera plus rapide que celle de la production, et donc que la quantité de gaz naturel disponible pour l'exportation diminuera de 37 % d'ici 2035. Si on considère l'offre et la demande pour les États-Unis et le Canada ensemble, on constate que les deux pays généreront très prochainement des surplus de gaz naturel de manière soutenue (voir le graphique 4). Et si l'on tient également compte des prix actuels peu élevés en Amérique du Nord, il devient évident que, de part et d'autre de la frontière, on a tout intérêt à envisager d'exporter du GNL vers les marchés asiatiques où les prix sont plus élevés.

Quoi qu'il en soit, d'après les projections actuelles de l'EIA, l'indépendance énergétique demeure hors d'atteinte. Heureusement pour le secteur pétrolier canadien, l'EIA s'attend à ce que le Canada aille à l'encontre de la tendance



à la baisse des exportations vers les États-Unis. Ainsi, le Canada accaparera une portion plus importante d'un plus petit gâteau (presque tous les acteurs présentés dans le graphique verront leur part des importations des États-Unis diminuer au cours de la période visée). La perspective de l'EIA pour 2012 montre que les importations en provenance du Canada augmenteront de 50 % pour atteindre 3 millions de barils par jour d'ici 2035, ce qui ferait passer la dépendance au pétrole brut canadien des États-Unis d'environ un quart à plus de 40 % (voir le graphique 5).

Le fait que le gâteau rétrécisse nettement représente un défi pour le Canada, car cela limite la croissance du secteur pétrolier au Canada, si celui-ci exporte uniquement vers les marchés américains. On peut le constater en regardant la différence entre les prévisions de l'EIA quant à l'importation de pétrole brut canadien et les attentes de l'ONE quant à la quantité de pétrole brut canadien disponible pour l'exportation selon ses prévisions actuelles de production (voir le graphique 6). Pour que le niveau de production de pétrole brut du Canada augmente selon les projections de l'ONE, le Canada doit amplifier nettement sa capacité d'exportation à des clients hors de l'Amérique du Nord.

Cette réalité n'est pas passée inaperçue auprès du secteur pétrolier canadien, et elle explique pourquoi celui-ci cherche à augmenter sa capacité d'exporter du pétrole vers des régions du monde où la demande est à la hausse, plutôt que de plafonner. Le même constat s'applique pour le gaz naturel : des deux côtés de la frontière, on s'active à amplifier la capacité d'exportation de GNL. Si l'on ajoute à cela les projections de l'EIA selon lesquelles les importations de pétrole canadien seront en hausse en 2035, et celles de gaz naturel, en baisse, les niveaux d'exportation connaîtront une croissance de seulement 2,4 % par rapport aux niveaux d'exportation de 2011 (en nombre de barils d'équivalent pétrole). À titre de comparaison, le taux de croissance moyen au cours des 10 dernières années s'élevait à 1,6 % par année. Le fossé très net entre le potentiel de croissance de la production canadienne, tout spécialement en ce qui concerne le pétrole, et la demande projetée des États-Unis montre que sans un accès accru à des marchés d'exportation hors de l'Amérique du Nord, la courbe de croissance du secteur pétrolier et gazier du Canada pourrait être bien différente de ce qu'elle a été dans les dernières années.

*Leslie Preston*  
*Économiste*  
*416-983-7053*

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.